

CENTRE NATIONAL DE LA CULTURE INDUSTRIELLE

# La confiance règne

Luc Caregari

**L'accouchement du centre national de la culture industrielle (CNCI) risque encore de se faire dans la douleur.**

Vendredi dernier, le Mouvement écologique ainsi que l'Amicale des hauts fourneaux se sont réimpliqués dans le débat autour de l'avenir des deux hauts fourneaux d'Esch-Belval. Ces deux vestiges de l'ère industrielle sont au centre d'une longue dispute entre les ministères de la culture et des bâtiments publics, le Fonds Belval et les associations.

C'est surtout le manque de dialogue de la part de l'Etat que le Mouvement et l'Amicale ont des difficultés à digérer. Ainsi, même si un compromis avait été trouvé dans le but d'impliquer les associations dans les processus de décision ou du moins de les en tenir au courant, toutes les demandes de dialogue avec les ministères sont

restées lettres mortes depuis février 2009 - date de la dernière entrevue.

Le hic : pendant cette période, le projet de loi portant création du CNCI a été déposé. Et celle-ci change beaucoup de choses, notamment la disposition autour de l'ancien haut-fourneau A des bâtiments du futur CNCI.

Et cela pose problème. Le projet prévoit en effet d'entourer la base du fourneau par des salles ultramodernes regroupant une bibliothèque, des salles pour l'administration et des salles de classe - l'idée directrice étant de créer un lieu non seulement tourné vers le passé industriel du site, mais dédié à tout ce qui a trait au travail qu'il soit industriel ou non. Cette bonne intention - de vouloir réunir passé, présent et futur sous un même toit - est tout de même contrecarrée par plusieurs manquements. En premier lieu, comme c'est souvent le cas, un manque de précision est à déplorer dans ce projet : surtout en ce

qui concerne les éléments à conserver dans le haut fourneau. L'Amicale et le Mouvement ont toujours plaidé pour que ces éléments soient suffisants pour expliquer le fonctionnement du site. Or, si le centre était réalisé tel que prévu, certaines pièces viendraient à manquer, ce qui entraverait la mission didactique du site.

## Pas d'accès garanti aux informations

Pire encore, le mouvement et l'amicale estiment que le Fonds Belval ne disposerait pas de l'expertise suffisante nécessaire à la bonne conservation des lieux. Des expertises en matière de culture industrielle et de conservation de cette sorte de lieux feraient défaut. C'est pourquoi les deux associations proposent de créer une « task force », chargée uniquement des travaux de restauration et de conservation des deux hauts

fourneaux A et B - tandis que la tâche de la construction de bâtiments publics sur le terrain de Belval reviendrait au Fonds Belval. Par ailleurs les membres des associations proposent encore et toujours de soutenir et de conseiller celles et ceux chargé-e-s du concept de la sauvegarde des hauts fourneaux. Des expériences à l'étranger auraient d'ailleurs démontré qu'intégrer des anciens ouvriers ou experts dans la conservation du site pouvait être très gratifiant.

Pour garder un aspect plus original du vestige industriel tout en l'intégrant dans le nouveau site, les associations proposent entre autres de repenser le « cube » qui devrait entourer la base du haut fourneau A. Celui-ci détournerait la nature de la construction, d'autant plus qu'il existe une alternative : le hall de la « masse noire » qui représente quelques 1.200 mètres carrés de libre. Cette salle pourrait accueillir plusieurs des bureaux ou autres institutions prévues dans le cube.

Autre point sensible : les finances. Il ne faut pas s'imaginer que le Luxembourg soit un pionnier en matière de conservation de patrimoine industriel. Il apparaît seulement que contrairement à beaucoup de projets similaires en Allemagne ou en France, la version locale risque d'être particulièrement onéreuse. Si l'Etat français a dépensé quelques 1,6 millions d'euros pour le haut fourneau HF4 d'Uckange, ses deux acolytes grand-ducaux risquent d'en coûter 13,7 (sur les 38 millions attribués à l'ensemble du projet CNCI) au contribuable. Ceci semble d'autant plus illogique et peu transparent que la répartition de ces coûts comporte plusieurs incongruités - comme des frais d'études et d'honoraires de 2,8 millions d'euros. Le Mouvement et l'Amicale rappellent que des sommes substantielles ont déjà été débloquées aux mêmes effets et ils demandent où auraient bien pu être dépensés les quelques 14 millions d'euros en 2003.

Une autre revendication concerne des zones de protection qu'il faudrait ériger autour des monuments industriels afin de ne pas faire du « monument dans la cité », « la cité dans le monument ». Ils proposent entre autres d'ériger un « périmètre de protection temporaire » afin de revoir la copie de certains bâtiments prévus qui pourraient entraver la restauration correcte dans les règles de l'art.

Ce qu'on constate donc autour des hauts fourneaux devrait sonner étrangement suspect aux oreilles du contribuable et du citoyen. Si les symptômes continuent ainsi, le CNCI sera le futur musée de la forteresse - dans sa version Sud.

